

Il paraît difficile de nier que la « réunion » de concertation EAF s'est mal passée. Très vite, dans l'espace de conversation du serveur, se sont engagées une série de questions portant non sur les sujets et leur correction mais sur le principe même à la fois de ce dispositif, de l'épreuve et des programmes.

Des propos ont pu paraître agressifs, certes, mais cette agressivité elle-même est à entendre. Depuis 2019 l'enseignement du français au lycée semble avoir perdu son sens. Calcul du nombre de textes voire de lignes, imposition des œuvres, des parcours (on n'ose écrire des problématiques tant les propositions sont creuses), enseignement de « grammaire » qui revient, tant dans son contenu que dans ses modalités, sur plus de cent ans de recherches linguistiques, épreuve orale piègeuse tant elle conduit au psittacisme, multiplication des exercices pour des élèves de séries technologiques qui ont moins d'heures d'enseignement, consignes fluctuantes voire floues (sur la présence ou non du livre à l'épreuve, sur le programme de grammaire, sur le carnet de lecture, on se souvient même que nos inspecteurs avaient proposé une diapositive vide lors de la présentation des programmes, car ils n'avaient pas encore de consigne officielle).

Nous ne voulons pas enseigner une littérature de salon mondain, de happy few, nous voulons partager avec nos élèves la littérature vivante, contemporaine, aussi bien dans le corpus que dans les approches. Quel sens cela a-t-il de faire des explications linéaires au moment même où Pierre Bayard et Marc Escola poursuivent leurs travaux sur la lecture participante et la critique par la réécriture ? Quel sens cela peut-il avoir de proposer des connaissances encyclopédiques sur des œuvres littéraires alors même que Yves Citton ou Sylviane Ahr, chacun de leur côté, développe des propositions riches sur l'appropriation et l'actualisation des œuvres ? Devons-nous former des spécialistes en littérature ou éduquer des citoyens en devenir ? La culture de l'honnête femme et de l'honnête homme passe-t-elle par la récitation mécanique d'un cours tombé de la chaire ou par une démarche de réflexion critique, alimentée, provoquée par l'enseignement, certes, mais dont le geste appartient bien, in fine, à nos élèves ?

Nous appelons à la mise en place de groupes de travail, par département, par académie, peu importe, pour revoir radicalement ces programmes indigestes et mal construits, des groupes de travail dans lesquels le corps enseignant aurait la part belle, pour la bonne raison que c'est lui qui, à terme, devra faire siennes les consignes officielles. Faute de cela, nous craignons que les situations comme celle de jeudi se multiplient, et que l'institution devienne (si elle ne l'est pas déjà) le principal adversaire de celles et ceux qui tentent de la faire vivre.

Académie d'Orléans-Tours